

2015

Admission ES/EJE/ASS

3<sup>ème</sup> Session du 28 Février 2015

## QUESTIONS

Il est conseillé de traiter les questions dans l'ordre. Les éléments du dossier constituant avant tout une aide à la réflexion.

➤ **Question A**

Synthétisez les différentes idées développées dans ces trois textes.

..... **25 lignes manuscrites maximum**  
(Notation sur 6 points)

➤ **Question B**

Parmi les points de vue soulevés, choisissez une idée qui vous apparaît pertinente. Appuyez-vous sur votre expérience personnelle (bénévolat, associatif...) et approfondissez votre réflexion.

..... **80 lignes manuscrites maximum**  
(Notation sur 14 points)

Vous répondrez à ces 2 questions sur 1 copie maximum

## Texte 1

C'est vrai, les raisons de s'indigner peuvent paraître aujourd'hui moins nettes où le monde trop complexe. Qui commande, qui décide ? Il n'est pas toujours facile de distinguer entre tous les courants qui nous gouvernent. Nous n'avons plus affaire à une petite élite dont nous comprenons clairement les agissements. C'est un vaste monde, dont nous sentons bien qu'il est interdépendant. Nous vivons dans une interconnectivité comme jamais encore il n'en a existé. Mais dans ce monde, il y a des choses insupportables. Pour le voir, il faut bien regarder, chercher. Je dis aux jeunes : cherchez un peu, vous allez trouver. La pire des attitudes est l'indifférence, dire « je n'y peux rien, je me débrouille ». En vous comportant ainsi, vous perdez l'une des composantes essentielles qui font l'humain. Une des composantes indispensables : la faculté d'indignation et l'engagement qui en est la conséquence. [...]

Comment conclure cet appel à s'indigner ? En rappelant encore que, à l'occasion du soixantième anniversaire du Programme du Conseil national de la Résistance, nous disions le 8 mars 2004, nous vétérans des mouvements de Résistance et des forces combattantes de la France libre (1940-1945), que certes « le nazisme est vaincu, grâce au sacrifice de nos frères et sœurs de la Résistance et des Nations unies contre la barbarie fasciste. Mais cette menace n'a pas totalement disparu et notre colère contre l'injustice est toujours intacte ».

Non, cette menace n'a pas totalement disparu. Aussi, appelons-nous toujours à « une véritable insurrection pacifique contre les moyens de communication de masse qui ne proposent comme horizon pour notre jeunesse que la consommation de masse, le mépris des plus faibles et de la culture, l'amnésie généralisée et la compétition à outrance de tous contre tous ».

A ceux et à celles qui feront le XXI<sup>ème</sup> siècle, nous disons avec notre affection :

« CREER, C'EST RESISTER.  
RESISTER, C'EST CREER. »

**« Indignez-vous ! », de Stéphane HESSEL, octobre 2010**

## Texte 2

A l'origine industriel en aliments pour bétail, Jean-Paul Delevoye, devenu maire de Bapaume, a gravi tous les échelons de la représentation démocratique. Poussé par Jacques Chirac, qui estimait cet élu du Pas-de-Calais, il a gagné ses galons de ministre de la Fonction publique.

Mais c'est comme médiateur de la République, poste qu'il a occupé entre 2004 et 2011, qu'il a pris conscience de la situation de la France. Dans ses rapports, alarmistes, il a pointé le « burn-out » du pays, son épuisement physique et psychique.

Son propos, vigoureux, argumenté, lui vaut depuis de parcourir la France de conférences en colloques pour expliquer ce qui l'a conduit à dénoncer la perte du sens de l'intérêt général et un repli égoïste, accentué par la crise économique. Il redoute la montée de l'individualisme, du consumérisme et des communautarismes, appelle à un sursaut collectif.

Président du Conseil économique, social et environnemental (Cese) depuis novembre 2010, Jean-Paul Delevoye veut transformer cette « assemblée du temps long » en un lieu de dialogue et de propositions, passer de la légitimité institutionnelle à l'utilité citoyenne.

Comment relancer la confiance collective ? Nos sociétés se construisent autour de trois grands sentiments : les espérances, les peurs et les humiliations. Les espérances collectives comme les grands élans politiques ont disparu. La porte est ouverte à ceux qui gèrent les peurs. Aujourd'hui, le progrès apparaît davantage comme un facteur de risques que d'opportunités.

Avec la montée des humiliations comme l'accroissement des précarités, du chômage ou des surdiplômés sous-payés, on voit se créer un peu partout des mouvements spontanés nés de la colère, de l'« indignation ». Devant ce bouillonnement, je tire la sonnette d'alarme.

La France a, par le passé, fait la preuve de sa capacité à dégager de l'inventivité, de la créativité, de l'imagination. Au moment où l'innovation numérique émerge, notre système pédagogique et politique se polarise encore et toujours sur les échecs et non sur les potentialités. C'est fascinant ! Nous ne recréons pas des espérances.

Alors que le fonctionnement général de la société tend à s'«horizontaliser », l'enseignement vertical à la française demeure. Les enseignants sont sommés de respecter les programmes plus que les élèves. Or ce qui compte, c'est l'appétence au savoir, l'éveil des consciences, le sens critique. Nos structures de commandement sont « verticalisées ». En vertical on contrôle, en horizontal on régule. Et nous préférons le contrôle qui empêche de faire à la régulation qui permet d'agir.

**Vous avez fait sensation en pointant un « burn-out » qui menace la société française.**

**Qu'aviez-vous perçu ?**

Le « burn-out » désigne un état d'épuisement général, physique, psychique, émotionnel et mental. Le sujet ne parvient plus à récupérer, il n'arrive plus à reprendre pied.

Les sondages indiquent que les Français sont en proie à des sentiments de méfiance, de morosité, de lassitude... Nous sommes usés psychiquement. Les cerveaux sont excités en permanence. Le travail est vécu comme une punition, et non comme un accomplissement. Le management actuel pousse à la course à la supériorité, à la rentabilité, à « faire du chiffre ». On n'a rien compris au film. Il faut passer de la société de performance à la société de l'épanouissement, en jouant collectif, en motivant. Si on s'en donne les moyens, ce choc culturel peut provoquer des miracles.

**La société actuelle est illisible pour nos concitoyens. Que se passe-t-il et où allons-nous ?**

**Que va-t-il nous arriver ?**

Le pouvoir politique lui-même, quel que soit son bord, affiche son impuissance, victime des illusions qu'il a créées. Nous sommes en décalage avec une société qui aspire à des espérances nouvelles.

Les Indiens Kogi de Colombie disent qu'«on entend toujours le bruit des arbres qui tombent, jamais celui des arbres qui poussent ». La France se complaît dans la plainte. Comme si en

pleurant ses malheurs, le bonheur pouvait advenir... La fin d'un monde n'est pas la fin du monde.

Il faudrait prendre le temps de réfléchir au type de société dans laquelle nous voulons vivre. Nos slogans doivent être revus. La mixité sociale, plus personne n'y croit. On assiste à l'évasion de la réussite, et à la localisation de l'échec. Les plus importants taux de chômage, d'échec scolaire, de précarité et de mauvaise santé se concentrent dans les mêmes quartiers.

On prétend volontiers que la méritocratie l'emporte, et on ne trouve plus d'enfants d'ouvriers dans les universités. On prétend exalter une société des différences, mais on stigmatise les minorités. Prenez l'expression de « Français d'origine musulmane », c'est insupportable. On est Français, un point c'est tout.

La croissance ralentie nous impose une société de partage, et nous contraint à délaisser la logique d'acquisition et d'accumulation. Un autre regard sur l'activité s'impose. On doit passer de la cohésion sociale à la vitalité sociale.

### **Comment dépasser la situation que vous décrivez ?**

L'éducation me paraît la meilleure des réponses. L'apprentissage du collectif passe par l'école, or on y apprend la performance et l'individualisme. On y assène l'importance du diplôme qui assoit la supériorité. C'est à l'école qu'il faut apprendre à jouer collectif.

Notre système scolaire n'est pas adapté à cette exigence. Il doit faire sa révolution. La vitalité collective et associative doit être encouragée, développée et soutenue. Les enfants qui pratiquent le sport ou sont éveillés à la culture découvrent et comprennent que ce n'est pas l'acquisition des connaissances qui importe, mais la construction de la personnalité.

Le consommateur est un esclave postmoderne dirigé par ceux qui savent rendre artificiels les désirs. Plus j'exige comme individu, plus je veux exister comme consommateur. On finit par « exister » par les marques que l'on porte sur soi. C'est dramatique.

J'observe qu'il y a de moins en moins d'engagement dans les partis politiques et de plus en plus d'engagement chez les consommateurs. Je vois se développer le commerce bio, éthique... Les consommateurs, quand ils prennent conscience de leur importance et de leur poids, disposent d'une puissance politique qu'ils ignorent encore mais qui peut faire bouger bien des lignes.

**« On n'entend jamais le bruit des arbres qui poussent », Jean-Paul DELEVOYE**

## Texte 3

Il y a dix ans à peine, Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine, pouvait certifier que, demain, « *le monde sera régi par les forces du marché* », on l'écoutait. Depuis, la crise de 2008 a saigné le monde à blanc. Et fait cogiter. Sur le paradoxe cocasse d'un capitalisme sauvé in extremis par son ennemi juré... l'Etat ! Ou sur « les graves dysfonctionnements d'un système qui se targue habituellement d'efficacité », dicit Jérôme Baschet. Plus besoin d'invoquer la théorie marxiste des « contradictions » internes du grand corps malade, l'« *horreur économique* » des cinq dernières années s'est chargée de l'actualiser : spirale de l'endettement et du crédit, tensions extrêmes sur le marché du travail, fin annoncée des ressources fossiles et menace sur l'avenir de l'humanité... Le système « *bug* » : si on changeait de logiciel ?

Pas d'appel au Grand Soir, et zéro promesse d'avenir radieux, car l'horizon, pour eux, ne se limite plus à un choix binaire, capitalisme contre socialisme. Mais un courant d'air frais, comme une fenêtre ouverte sur un présent qui sent le renfermé : « *Nous avons coutume de penser qu'il n'y a que deux moyens d'organiser l'économie : le marché capitaliste et l'Etat, regrette Jeremy Rifkin. Cette idée est si familière que nous en oublions le troisième moyen bien réel dont nous dépendons quotidiennement pour toute une série de biens et de services qui ne fournissent ni le marché ni l'Etat* ». Cette troisième voie, Rifkin l'appelle les « communaux collaboratifs », une forme d'organisation sociale fondée sur l'intérêt de la communauté plutôt que sur celui des particuliers, dynamisée par les réseaux sociaux, l'innovation et la culture du partage. Baschet et Graeber, chacun à sa façon, évoquent aussi la construction d'un « commun » fondé sur des choix de production qualitatifs et non quantitatifs, des décisions prises collectivement et collectivement assumées, le respect de la planète, le foisonnement créatif et la pluralité des modes d'existence.

Heureusement, une partie de plus en plus large de la société n'a pas attendu la bénédiction des « experts » pour passer à autre chose : des particuliers, des groupes d'amis, des associations, des entreprises sociales et beaucoup plus largement les jeunes, cette fameuse « *génération du Millénaire* » qui a grandi dans un monde structuré par des réseaux sociaux. Consommatrice, cette génération l'est sans doute. Mais plus intéressée par l'accès aux biens qu'à leur possession, comme le montrent un nombre croissant d'études. Un nouveau monde se profile, où « *les jeunes partagent en ligne maisons, vêtements et presque tout le reste [...]* » ; où ils échangent voitures, bicyclettes et transports publics sur l'Internet de la logistique (pensez à Vélib' et à Autolib').

La mise en commun de pâturages, de forêts, de réseaux d'irrigation ou de pêcheries a été la règle pendant des siècles. Et la gestion collective de ces biens, « *une forme de gouvernance bien antérieure au capitalisme [...] efficace pour organiser la vie économique aux époques féodale et médiévale* », poursuit Rifkin. Ce n'est pas que l'homme soit bon, ou naturellement généreux. Simplement, l'économie du partage était le meilleur moyen d'assurer l'optimisation des maigres ressources dont les gens disposaient. Adieu, vieilles croyances propagées par Adam Smith d'un monde d'égoïstes essentiellement tournés vers la recherche du profit ! Quantité de travaux ont montré que, lorsqu'on gère des ressources communes, « *chacun, la plupart du temps, fait passer l'intérêt de la communauté avant le sien, assure Rifkin, et la préservation à long terme de la ressource commune avant sa propre situation immédiate, même quand est terrible* ». C'était vrai hier. Et il n'y a aucune raison que cela ne le soit plus demain.

Faites entrer les nouvelles technologies ! Et la « société du coût marginal zéro ». Le raisonnement de Rifkin est simple. Avec l'Internet des objets – une plateforme technologique qui va connecter l'ensemble des machines, des entreprises, des domiciles et des véhicules dans un réseau intelligent –, nous entrons dans la troisième révolution industrielle (après la vapeur et l'électricité) : information, santé, sécurité, marketing, environnement, énergie, éducation..., tous les secteurs d'activité seront concernés. Beaucoup le sont déjà. Aux Etats-Unis, 37 millions de compteurs « intelligents » mesurent en temps réel la consommation de l'électricité dans le pays.

Demain, immeubles, téléviseurs, machines à laver, voitures, magasins... enverront en temps réel des informations (le fameux big data) sur l'efficacité énergétique d'un équipement, l'usure d'un autre, la productivité d'un troisième... Avec de gigantesques économies à la clé. Le gérant de l'informatique Cisco Systems a calculé que cet « *Internet de tout* » rapportera 14 400 milliards de dollars en 2022. Or, ces gains de productivité, c'est l'air et le feu du capitalisme – ce qui permet, depuis un siècle et demi, d'offrir toujours plus de biens à moindre prix... et d'engranger du profit. Passé une certaine limite, ils font exploser le système : « *Nous n'avions jamais anticipé, dit Rifkin, la possibilité d'une révolution technologique tellement extrême qu'elle pourrait réduire ce coût marginal, pour un ensemble important de biens et services, à presque zéro, rendant ces biens et services virtuellement gratuits et abondants. Et sapant au passage les bases mêmes du capitalisme* ».

Ricanements dans les travées. Le capitalisme tué par le numérique, la gratuité et l'apparition d'une société d'abondance ? Tout juste. D'ailleurs, plusieurs étages se sont déjà affaissés. La simple possibilité d'échanger – gratuitement – des fichiers musicaux sur Internet a fauché l'industrie du disque « matériel ». La presse écrite traverse une véritable tempête depuis l'arrivée des sites d'information – gratuits aussi – sur le Web. Quant à la librairie, Amazon et la montée du livre numérique n'en ont fait qu'une bouchée aux Etats-Unis. Voilà pour l'apéro. Car le plat de résistance est encore à venir : un tsunami sur la production et la distribution de tous les biens matériels, dans tous les secteurs de l'économie.

Prenez l'énergie : les technologies de captation et de stockage des énergies renouvelables s'améliorent si vite que le coût des panneaux solaires et des éoliennes promet de suivre la même courbe que le prix des équipements informatiques : une chute libre. Ce qui, à moins que le soleil ne s'éteigne, laisse entrevoir la possibilité d'une énergie quasiment gratuite. L'Allemagne, qui n'est pas le pays le plus ensoleillé du monde, y croit : un quart de sa consommation d'énergie est déjà d'origine verte. S'il n'y avait que ça... mais l'impression3D déferle aussi sur le monde, pour matraquer les coûts ! Aujourd'hui, quelque cent mille amateurs fabriquent leurs propres produits – vis, chaises, jouets – avec leur imprimante 3D pour seulement quelques euros. Demain, ils seront des millions produisant, consommant et partageant quantité de biens et services physiques ou virtuels à des tarifs toujours plus bas – quand ils ne seront pas gratuits : « *Nous nous éveillons à une réalité nouvelle qui est difficile à cerner, écrit Rifkin. La théorie économique classique, fondée sur la rareté, voire la pénurie des biens disponibles, nous a paru si convaincante que nous avons du mal à croire qu'une économie de l'abondance soit possible. Mais elle l'est* ». Mieux vaut se tenir prêt.

**Extraits tirés du Télérama n°3375 du 17/09/14**